



(RE) PENSER LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

QUESTIONS FONDAMENTALES ET NOUVEAUX ÉCLAIRAGES

Quelle protection juridique pour le folklore et les savoirs traditionnels associés aux ressources génétiques ?

Nebila Mezghani

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de
Tunis (Tunisie) et Responsable de la Chaire UNESCO
d'enseignement du droit d'auteur et des droits voisins

Mercredi, 8 décembre 2010

17.00

CEIPI– Amphithéâtre 29

11, rue du Maréchal Juin BP 68

67046 Strasbourg



Résumé :

Les créations populaires et traditionnelles tels que le folklore et les savoirs traditionnels font partie du patrimoine culturel immatériel en général.

Les savoirs traditionnels sont des connaissances scientifiques, techniques ou artistiques, issues du patrimoine culturel traditionnel et relevant de domaines très variés tels que le domaine médical, pharmaceutique, biologique, écologique, agricole, artisanal, musical...

Que ce soit en Afrique, en Amérique du Sud ou en Inde, la plupart de ces savoirs traditionnels revêt une valeur symbolique profonde se rattachant à des systèmes de croyances spirituelles ou religieuses d'une communauté ou d'une collectivité ainsi qu'une valeur matérielle appréciable qui, renforcée par une recherche – développement, pourrait donner lieu à un développement durable.

La protection des savoirs traditionnels répond essentiellement à deux objectifs :

- Empêcher leur appropriation illicite
- Faire en sorte qu'ils soient exploités d'une manière équitable tout en bénéficiant à leurs détenteurs originaires.

Dans les pays en voie de développement, ce patrimoine culturel traditionnel représente souvent la principale partie du patrimoine national.

Après la décolonisation, la plupart de ces pays ont entrepris d'instaurer la protection de ce patrimoine traditionnel dans leur législation sur le droit d'auteur.

La portée de cette protection par le droit d'auteur s'est avérée insuffisante et, à cet égard, d'autres cadres juridiques ont été envisagés sur le plan national, régional (l'Accord de Bangui de l'Organisation Africaine de la Propriété intellectuelle par ex) et international (notamment dans le cadre de l'OMPI)

L'exploitation illicite des savoirs traditionnels par des personnes étrangères à la communauté ou à l'ethnie qui les a secrétés peut constituer une atteinte et une dénaturation du patrimoine traditionnel de cette communauté.

Il y aurait, en outre, comme une sorte de « manque à gagner » de cette communauté autochtone qui ne participe pas au profit retiré par cette exploitation induite.

Ce problème acquiert une dimension sociale et culturelle qui a donné lieu à un cadre de discussion sur « la biodiversité et le développement durable ».

L'intérêt de la protection des savoirs traditionnels réside dans les avantages procurés par ces savoirs traditionnels en tant que source de bien-être et de développement culturel, scientifique et économique.

Ces savoirs traditionnels, associés aux ressources génétiques, constituent pour les pays possédant une riche biodiversité, un moyen de participer activement au marché mondial des échanges et, par là même, de contribuer au développement du pays.

C'est pourquoi la nécessité de rechercher une protection défensive des savoirs traditionnels et des ressources biologiques ou génétiques s'est imposée afin de préserver les droits des communautés autochtones détentrices de ces ressources.

Biographie :

Nébila MEZGHANI est Professeur Emérite à la Faculté de Droit et des Sciences politiques de Tunis où elle enseigne le droit de la Propriété intellectuelle dans le cadre du Mastère Professionnel qu'elle dirige depuis une dizaine d'années.

Responsable de la Chaire UNESCO d'enseignement du droit d'auteur et des droits voisins depuis 1998, elle a assuré la direction de nombreux travaux de recherche en Tunisie et à l'étranger, notamment en droit de la propriété intellectuelle (national, international et comparé).

Elle a enseigné le droit national et international de la Propriété intellectuelle, en qualité de Professeur invité, dans plusieurs Universités françaises.

Membre du corps professoral de l'Académie Mondiale de l'OMPI, chargée de la formation à distance pendant 5 ans, elle a donné également plusieurs conférences dans le cadre des Programme de formation de cet Organisme des Nations Unies.

Depuis de nombreuses années, elle s'intéresse beaucoup à la protection juridique du patrimoine culturel traditionnel ainsi qu'à la protection des savoirs traditionnels liés aux ressources génétiques.

C'est ainsi que les deux tomes de l'ouvrage *Intérêt culturel et mondialisation* ont été publiés sous sa direction et celle du Professeur Marie CORNU (Collection Droit du patrimoine culturel et naturel L'Harmattan, 2004)

Il en est de même de l'ouvrage *Droit et protection du patrimoine culturel dans les pays méditerranéens*, publié sous sa direction et celle du Professeur Jean-François Poli (Collection Droit du patrimoine culturel et naturel, L'Harmattan, 2006)

Sollicitée sur ce thème à plusieurs reprises par des instance nationales, régionales et internationales, elle intervient depuis quelque temps, en qualité d'expert auprès de l'Union africaine, pour la préparation de traités internationaux en matière de protection juridique des savoirs traditionnels, des ressources génétiques et du folklore, ainsi que d'autres domaines de la propriété intellectuelle.

Actuellement, le Professeur Nébila MEZGHANI participe à un projet de coopération (recherche partagée) intitulé *Projet "Education 2.0"* en collaboration avec l'Université de Montréal (en vue de l'utilisation des technologies liées au web 2.0 pour l'enseignement.)

Le titre d'Officier de l'Ordre National du Mérite au titre du secteur de l'éducation et de la science a été attribué au Professeur Nébila MEZGHANI ainsi que la Médaille du Mérite Universitaire.